

*Initiatives ministérielles*

l'embargo et en demandant que M. Aristide reprenne le pouvoir.»

Eh bien, on n'a enregistré aucun progrès. Pas plus tard que la semaine dernière, un autre partisan de Jean-Bertrand Aristide a été brutalement assassiné à Haïti. Certes, alors que les yeux du monde sont fixés sur la Somalie ainsi que sur la tragédie qui se déroule en Bosnie, au Soudan, au Libéria et ailleurs, il est peut-être difficile de rappeler au monde combien il est important de ne pas abandonner le peuple haïtien. Le but de cette motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui est de faire précisément cela.

[Français]

C'est d'assurer, non seulement les Haïtiens et les Haïtiennes, mais les Canadiens et les Canadiennes, que nous n'avons pas oublié leur lutte, la lutte du peuple haïtien pour la démocratie, pour la justice économique et sociale. C'est justement pour cette raison que cette motion est devant la Chambre. Le Canada devrait jouer un rôle de leadership en demandant, non seulement à l'OÉA, mais aussi aux Nations Unies et à tous les pays de l'Europe, de serrer la vis, de faire tout leur possible pour instaurer la démocratie.

[Traduction]

L'une des questions les plus importantes à ce stade est d'appuyer les ONG dont un grand nombre travaillent très courageusement à rétablir la démocratie à Haïti et à redonner l'espoir à ce peuple. À un moment comme celui-ci, au lieu d'augmenter son appui aux ONG qui travaillent dans le domaine du développement, le gouvernement dans son exposé économique, la semaine dernière, a réduit le financement accordé à ces mêmes ONG, à OXFAM, à l'AQOCI dans la province de Québec et à d'autres ONG qui s'efforcent avec acharnement d'aider les Haïtiens à réagir dans cette période de crise.

Nous condamnons les priorités du gouvernement qui est prêt à couper 600 millions de dollars dans l'aide étrangère au moment où il prévoit dépenser plus de 4 milliards de dollars pour des hélicoptères. C'est une décision honteuse.

Je veux aussi exprimer mon inquiétude au sujet de la décision de Radio Canada International d'arrêter ses émissions à l'intention des Haïtiens.

[Français]

Évidemment, le peuple haïtien vit maintenant une période très difficile depuis le coup d'État du mois de septembre 1991. La restauration du régime militaire a eu pour conséquence la répression sévère de tous les médias. L'émission de Radio Canada International constituait une des seules sources d'information internationale et nationale auxquelles avait accès le peuple haïtien. Elle servait de fenêtre ouverte sur le monde extérieur, offrant

ainsi un peu d'espoir au peuple haïtien que la Communauté internationale n'a pas tourné le dos à ses souffrances.

Pourquoi Radio Canada International a-t-elle mis fin à ces émissions, si importantes pour le peuple haïtien? Je demande aujourd'hui, au secrétaire parlementaire, justement de nous aider à donner les ressources nécessaires pour instaurer à nouveau cette émission, de communiquer avec les organismes non gouvernementaux canadiens et québécois, qui oeuvrent en Haïti, pour qu'ils fassent également leur possible pour aider à la restauration de la démocratie.

Je demande au gouvernement, de rétablir ces émissions de Radio Canada International en direction d'Haïti. Malheureusement, mettre fin à ces émissions, c'est renforcer le mur de silence que le régime *de facto* s'efforce de monter autour du peuple pour maintenir la répression et étouffer le mouvement de résistance.

[Traduction]

Il est essentiel que le Canada joue un rôle de leader au sein de l'Organisation des Nations Unies, au sein de l'OEA et ailleurs, de façon à imposer les pressions les plus fortes possibles sur le régime illégitime et criminel de Haïti, et à exiger la restauration du président démocratiquement élu.

La Communauté européenne a échoué lamentablement dans ses efforts pour répondre à la crise du peuple haïtien. L'embargo est une passoire. Les truands, les tontons macoutes et l'armée, qui travaillent de concert avec l'élite économique de ce pays, le plus pauvre des Antilles et de l'Amérique latine, sont encouragés par le manque de sérieux des résolutions des États-Unis, de la Communauté européenne et des autres pays.

La population haïtienne fait preuve d'un merveilleux courage dans sa lutte pour la démocratie. J'estime que les États-Unis et l'OEA, qui s'est révélée totalement inefficace dans cette affaire, doivent quelque chose au peuple de Haïti. Non seulement doivent-ils faire en sorte que ceux qui fuient cette situation tragique aient un havre, mais ils doivent aussi prendre des mesures collectives, de fortes mesures collectives, en consultation avec le président légitime de Haïti et de son gouvernement, pour faire pression sur le gouvernement actuellement au pouvoir.

Il est important également que le Canada soit en consultations étroites avec le gouvernement légitimement élu de Jean-Bertrand Aristide en ce qui concerne l'aide humanitaire. Un certain nombre d'ONG du Canada ont laissé entendre que le gouvernement *de facto* semble coopter certains fournisseurs d'aide bien intentionnés en Haïti. Il faut que tous ceux qui travaillent dans ce domaine oeuvrent en collaboration avec le gouvernement en exil pour déterminer quels sont les priorités les plus efficaces.